

CES VOTATIONS QUI ARRIVENT EN MARS, L'AUTONOMIE COMMUNALE, LA MENTERIE GÉNÉRALISÉE DES ASPIRANTS AU POUVOIR, ET LA BÊTISE CHRONIQUE DES VOTARDS...

Bonsoir les amis!

Il n'est pas un jour où la presse ne nous affiche pas quantité de listes de candidats aux élections municipales, avec leurs dits-«programmes».

Chaque scrutin nous ramène cette profusion de diffusions, à propos de laquelle il est opportun de se renseigner sur l'intérêt que les «électeurs» portent à tout ce barouf.

Dans les grandes communes, les listes sont des listes de partis, d'alliances de partis, - tandis que dans les petites communes, les affinités politiques ne sont pas bien annoncées: combien de candidats sans étiquette, mais pas forcément «discount»?

Dans les grandes villes, ce sont les thèmes de campagne nationaux des partis qui reviennent; alors que dans les petites communes les nouvelles têtes de liste mettent en avant une «expérience» en milieu professionnel, que bien peu connaissent ni ne peuvent attester ou vérifier.

Ainsi les «supporteurs» vont tractant (*) sur marchés et foires: ceux des premiers transposeront les affrontements de la grande «Assemblée nationale» où ils se verraient bien installés eux-mêmes; tandis ceux des seconds récriminent à propos des limites du P.L.U., du permis de construire attribué à l'un et pas à l'autre, du fils d'untel que le maire n'a voulu embaucher, de l'état de la pelouse du terrain de rugby ou de fouteballe...

Certes beaucoup de maires ne se représentent pas. S'ils en ont marre, c'est leur affaire!

D'une part, les notabilités électorales ont vraiment régressé, et ceux qui partent avec «une-gamelle-au-cul» ne sont pas rares non plus: - la fraude réglementaire sur la commune est un critère judiciaire d'inéligibilité, - commise sur une autre commune ce n'est pas le cas, mais c'est quand même un critère d'in-électorabilité pour les «votards».

«Y'a même des moments où s'demander s'ils n's'comparent pas à Trump, la fin prévisible comprise!», ai-je entendu dire une observatrice irrévérencieuse y'a quelques temps, ce qui est... bien agréable à entendre en public!

D'autre part, il semble bien que le sentiment des «inscrits» ait un peu changé ces derniers temps, au point où l'état de «votardise» effréné et absolu régresse significativement pour ce type d'élections!

A trois semaines du vote, la campagne débutant à peine, l'apathie politique ambiante est éblouissante.

Seuls les candidats s'excitent aux dires de ce qu'ils vantent d'eux-mêmes!

Les bilans sont divers, mais les antécédents ne sont pas souvent comparables d'une commune à l'autre.

Les programmes ne sont que de vagues lettres d'intention de... probité, d'écoute des citoyens, de volonté de s'enquérir à tout moment de la «volonté du peuple», de prise en compte de l'intérêt général voire de certaines particularités, et d'une volonté absolue d'améliorer l'état de «bien-être» dans la commune, ce qui développe une frénésie de «votardise aiguë» dans la caste des «candidats putatifs».

«Ah! si c'était moi! vous verriez!», disait un «électeur» sur la grand-place, hier matin: «Justement je ne veux pas voir!», répondit un «bien-moins sûr-de-voter».

Grand bien leur en fasse, la langue politique est toujours de bois, les candidats sont-ils les plus convaincus de leurs propos: - soit l'électeur y répond favorablement, il sera qualifié publiquement de brave citoyen, - soit il n'y porte pas intérêt, il sera alors, mais en privé qualifié... comme vous devinez!

Le principal argument électoral est, et reste: ...le «changement»! C'est-à-dire le remplacement des «sortants» par ... eux-mêmes, c'est-à-dire des ... nouveaux, bien plus aptes à «diriger».

«Diriger», ça veut dire «fixer la direction», attitude hautement «directoriale»; c'est proche de «dicter», attitude hautement «dictatoriale», qui veut dire... la même chose!!!

Il en est même qui feignent sans vergogne d'oublier qu'ils ont été précédemment «sortis», en espérant que les «votards» ne s'en souviendront pas, ou qu'ils aient oublié les raisons pour lesquels ils les avaient sortis!

Cela étant, il est un mythe à la peau dure, celui de l'«autonomie communale», ou celui de la «cellule de base» de la république!!!

Vous me direz: «C'est le discours des partis à cellules, particulièrement de ceux qui pensent instituer

(*) Pourquoi ne pas utiliser ce vocable qu'eux-mêmes utilisent? S'ils comparent leur activité à celles d'ânes et de bourrins tirant la charrette... dont acte!!!

une gestion politique autonome, beaucoup plus "démocratique"!».

Vous avez tort, c'est le discours de tous les candidats!

Comment pourraient-ils dire qu'ils ne peuvent agir autrement que dans le cadre de la loi constitutionnelle, - qui définit la totalité de leur pouvoir; et comment pourraient-ils dire qu'ils agissent dans l'intérêt de tous, alors qu'ils ne peuvent agir que dans le cadre de loi générale?

Élus, ils seront une des personnifications de l'État; pour le bavardage politique ils s'en plaindront peut-être, mais ils mangeront à la gamelle; et s'ils trouvent que la gamelle n'est pas assez bien garnie, ils se serviront directement dans le réfrigérateur et les stocks du «*bien public*».

Les «*lois de décentralisation*» ont largement contribué pendant quarante ans au mythe du «*pouvoir-rendu-au-peuple*».

Non seulement le «*peuple*» n'y a acquis aucun «*pouvoir*», seule une partie plus importante de celui-ci a acquis l'opportunité électorale: - de mettre en actes les décisions de l'échelon politique supérieur (dit «*gamelle-du-dessus*»), - de faire accroire successivement au citoyen que: - ces élus-là sont bien plus proches de lui, - qu'ils sont en conséquence plus capable de savoir comment bien faire les choses, - et que: «*vous allez voir ce que vous allez voir*»!!!

En effet, nous avons vu que l'échelon communal participe de la même domination, de la même oppression sur l'individu gouverné, seulement il est beaucoup plus rentable que l'État central, car beaucoup plus prompt à mettre en œuvre toutes les mesures sociales régressives édictées aux échelons supérieures.

Le bas-clergé breton, même sans la vérole, a toujours été plus efficace dans son rôle que le pape lui-même!

En cette période où les «*promesses électorales*» pleuvent dru comme la pluie elle-même, j'essaye de saisir la «*philosophie du votard*».

La confiance qu'il met dans ses «*candidats*» et ses «*élus*» est peut-être seulement «*philosophique*», disons issue d'une adhésion à une «*communauté de pensée*». La communauté n'est ni libre, ni émancipatrice: toute communauté, religieuse ou autre, est un enfermement. La communauté passant avant la société et l'individu, elle n'est qu'une «*servitude volontaire*». Le communautaire ne tiendra pas rigueur au «*gouvernant*» local, père-supérieur de sa communauté municipale, de ne pas le satisfaire à son gré. On ne sort d'ailleurs de la «*servitude volontaire*» que par la force de sa propre volonté, comme de toute «*communauté*», mais quand on ne veut pas, on ne veut pas! dont acte!

Cette confiance peut aussi être très «*matérielle*», et, trahie, elle peut aboutir à un règlement physique du différend défavorable au gouvernant (situation

très «*primaire*» en nette développement depuis un moment). La loi ne défendra, quoi qu'il en soit, que le «*gouvernant*» violenté, et assez rapidement. Un «*gouverné*» lésé devra, de par le temps *judiciaire*», attendre six ans environ (soit la durée d'une mandature) pour être «*dé-lésé*» par un tribunal «*administratif*», donc de l'État lui-même, qui n'est pas à une contradiction près!

Je ne suis pas étonné en conséquence du désintérêt croissant des «*inscrits*» pour les élections municipales.

Il est même possible que la «*démocratie*» qu'elles représentent ne finisse par être entraînée, avec l'accord des «*électeurs*» à un «*changement*», pour une politique plus «*directoriale*», voire plus «*dictatoriale*».

Un «*électeur*» est capable de tout, quand il existe comme «*électeur*»: il n'existe, hélas pour lui! que la seconde où il place son bulletin dans l'urne; ensuite il redevient «*l'anonyme*», car il n'est pas l'État!... seulement il le vénère... à l'insu de son plein gré... comme disait... (un sportif!!!).

Le «*pouvoir*», comment en sortir? Comment sortir de l'état de «*votard*», s'émanciper du cadre électoral, c'est-à-dire du cadre politique?

Quelques bonnes lignes par ci, par-là, ne nuisent pas, c'est ce que l'on appelle la «*propagande par l'écrit*».

Le combat émancipateur reste avant tout économique: c'est la lutte des classes entre le Capital et le Travail qui permet de forger les bases d'une réorganisation révolutionnaire de la société; c'est ce que l'on appelle la «*propagande par le fait*».

Dans ce combat, la classe politique et la classe capitaliste feront toujours cause commune. La classe politique n'a jamais fait cause révolutionnaire commune avec les classes exploitées, et ne le fera jamais. S'il y a eu lors des révolutions, une destruction des sommets de cette classe, comme de celui des sommets de l'appareil répressif, la nouvelle classe politique a toujours assuré le reclassement de l'essentiel de l'appareil répressif pour son propre service, voire d'une partie des politiques déchéants dans ses rangs.

La révolution sociale passe par la destruction de l'État, c'est à dire de toutes les forces répressives et de tous les partis politiques, la mise en place de nouvelles structures économiques et sociales.

Les employés des services dorénavant inadéquats choisirons: la nouvelle société, - et avec les mêmes devoirs et droits que tous autres, - ou la valise, mais sans les billets et titres négociables à l'étranger... je suis sûr que la grande majorité saura, ce jour-là, sans contrainte mettre tous leurs savoirs au service de la société nouvelle.